En l'absence de budget validé, le canton bloque des dépenses, ainsi au niveau de l'assurance-maladie

Assurés privés de subsides à Lucerne

ARIANE GIGON, ZURICH

Budget ▸ Les caisses du canton de Lucerne sont vides. Le reste de la Suisse s'en est rendu compte lorsqu'une semaine de vacances supplémentaire a été accordée en octobre dernier aux gymnasiens et apprentis, pour économiser 4 millions de francs. Aujourd'hui, ce sont les personnes bénéficiant de subsides pour les primes d'assurance-maladie qui trinquent: ces aides ne peuvent pas être versées, car le budget 2017 n'est pas adopté.

«En l'absence de ces subsides, des familles n'auront d'autre choix que de se tourner vers l'aide sociale»

Jörg Meyer

Sale temps pour les caisses du canton de Lucerne, qui doit couper dans de nombreuses dépenses. KEYSTONE

Le canton, qui connaît actuellement la fiscalité des entreprises la plus basse, n'en a pas engrangé les bénéfices. Depuis trois ans, les programmes d'économies se suivent.

Lors du débat sur le budget de décembre, une augmentation du coefficient fiscal de 1,7 point a été décidée, contre l'avis de l'UDC, qui a décidé de lancer le référendum. Or, sans budget, le canton ne peut verser que «les dépenses indispensables».

L'UDC plaide non coupable

Contrairement aux prestations complémentaires ou à l'aide sociale, le versement des subsides prévus par la loi sur l'assurance-maladie (LAMal) n'appartient pas à cette catégorie de dépenses. Selon l'ATS, quelque 85 000 requêtes sont pendantes, dont 51 000 devraient être approuvées.

«Ce n'est pas notre faute!» s'exclame, en substance, l'UDC. Explications: une augmentation du coefficient annuel telle que votée est soumise au référendum facultatif. L'UDC, soutenue sur ce point par le PS, voulait le référendum obligatoire. Or la proposition a été rejetée. «Si elle avait été acceptée, la votation aurait eu lieu le 12 février», explique Guido Müller, président du groupe parlementaire UDC. «Il aurait été possible d'avoir un budget à ce moment-là.»

Le socialiste Jörg Meyer confirme: «Je ne peux pas en vouloir à l'UDC, qui a fait usage d'un droit démocratique.» Il précise que, sur ce point, il parle en son nom personnel, et non pour son parti.

«Impasse financière»

Pour Guido Müller, la question des subsides LAMal ne remet pas en cause le problème de fond, qui est celui de la hausse d'impôts. «La précédente hausse d'impôts devait être provisoire, rappelle-t-il. Non seulement elle ne l'a pas été, mais elle débouche sur une nouvelle augmentation, alors que les hausses de diverses taxes rapporteront déjà 400 millions de plus aux caisses de l'Etat.»

Selon l'élu d'Ebikon, la fiscalité des entreprises n'a rien à voir avec la mauvaise situation financière actuelle du canton. «Ce n'est pas un problème de recettes mais de dépenses», souligne-t-il.

Ce n'est évidemment pas l'avis de Jörg Meyer:

Le PS, également opposé à la hausse d'impôts dans un premier temps, l'avait finalement acceptée moyennant un compromis avec le PDC et le PLR, ajoute Jörg Meyer. «Plusieurs domaines, dont les subsides LAMal, seront exclus des programmes d'économies de 2018 à 2020.»

Solution d'urgence

Soutenu par trente-quatre autres élus, de tous les partis, Jörg Meyer a demandé par motion urgente que, dorénavant, le versement des subsides LAMal ne soit pas dépendant du budget. Avant-hier, les mêmes signataires sont revenus à la charge pour demander une solution d'urgence. Le PLR estime de son côté qu'un versement immédiat est possible avec les lois actuelles.

Le Conseil d'Etat continue à soutenir qu'il est impossible de procéder à ces versements sans budget. «Nous pensons qu'avec suffisamment de volonté politique, la marge de manœuvre politique permettra de trouver une solution, même provisoire, par exemple par le droit d'urgence», estime le socialiste Jörg Meyer. «Sans ces subsides, des familles n'auront d'autre choix que de se tourner vers l'aide sociale.»

Autres dépenses visées

D'autres dépenses sont concernées par l'absence de budget. Des projets de construction, notamment routiers, ont été stoppés net. Autre exemple: des camions remplis de livres, dont le déplacement doit permettre la rénovation de la bibliothèque cantonale, sont immobilisés depuis décembre.

Si l'UDC récolte les 3000 signatures nécessaires, la votation sur la hausse d'impôts aura lieu en mai prochain. ❙